

## Les auteurs

Alexandra Aragão est professeur à la faculté de droit de l'université de Coimbra au Portugal, enseignant le droit de l'environnement, le droit européen, la gouvernance des risques et le droit de la sécurité alimentaire. Elle est directrice exécutive du programme de doctorat en droit et en sociologie et vice-directrice de la revue portugaise sur le droit de la planification, le droit de l'urbanisme et le droit de l'environnement (RevCEDOUA). Alexandra Aragão est membre de plusieurs observatoires et groupes de recherche européens liés au droit de l'environnement (Avosetta, Cidce, EELF), a publié en cinq langues sur l'évaluation des impacts sur l'environnement, le droit des déchets, le principe du pollueur payeur, le principe de précaution, les services écosystémiques, la justice environnementale, le droit à l'Anthropocène, etc.

Catherine Aubertin, économiste de l'environnement, est directrice de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (UMR PALOC IRD/MNHN). Elle travaille au Brésil et en Guyane sur les traductions locales des conventions internationales et l'utilisation des outils économiques pour la conservation (marchés, mécanismes REDD, paiements pour services environnementaux, accès et partage des avantages). Elle est correspondante « Nagoya » pour l'IRD et fait partie du comité de rédaction de la revue *Natures Sciences Sociétés*.

Sébastien Boillat est chercheur à l'Institut de géographie de l'université de Berne en Suisse. Son travail se situe à la croisée de la géographie, des sciences de l'environnement et de l'ethnologie. Auteur d'une thèse sur les savoirs autochtones et la gestion territoriale dans les Andes boliviennes, il est également l'auteur de plusieurs publications concernant la gouvernance environnementale, les aires protégées, les changements d'usage du sol et la déforestation, l'agroécologie, et l'adaptation au changement climatique. Mis à part son terrain de prédilection qu'est la Bolivie, il a également travaillé en Suisse, en France, à Cuba, au Canada, au Laos, au Brésil et au Kenya.

Priscilla Cardoso Rodrigues est professeur en droit des peuples indigènes à l'université de Roraima au Brésil, et membre de la Commission brésilienne de protection et de défense des droits fondamentaux des peuples indigènes (CIDIF). Elle est par ailleurs doctorante en droit, et en 2017 elle fut chercheur CAPES à la faculté de droit de l'université de Coimbra au Portugal.

Denis Couvet est ingénieur agronome, écologue, professeur au Muséum national d'Histoire naturelle, membre de l'Académie d'agriculture, auteur de plus de 200 publications. Ses recherches portent sur les relations biodiversité-sociétés, la mécanique des choix sociaux, leur base informationnelle, mobilisant observatoires, indicateurs et scénarios de biodiversité, connaissances et représentations. Trois approches sont déployées : l'importance de la biodiversité ordinaire et le rôle des processus participatifs; la mobilisation par les politiques publiques des notions de capital naturel, services écosystémiques et de compensation écologique; la dialectique des rationalités « modernes » et « écologistes ».

Christoph Eberhard est chercheur associé au LABRRI (Laboratoire de recherche en relations interculturelles) de l'université de Montréal. Il est docteur en anthropologie du droit, discipline qu'il pratique et enseigne comme chercheur et professeur invité dans diverses universités sur les cinq continents. Il approfondit depuis de nombreuses années le dialogue interculturel sur les enjeux du droit, de la gouvernance et du développement durable pour une globalisation responsable. Il publia notamment en 2014 *Oser le plurivers. Pour une globalisation interculturelle et responsable*.

Nathalie Hervé-Fournereau est directrice de recherche CNRS au laboratoire IODE de l'université de Rennes 1. Ses travaux portent sur le droit environnement de l'Union européenne, la biodiversité et les services écosystémiques, l'articulation entre sciences et droit de l'environnement.

Nicole Mathieu est directrice de recherche émérite CNRS à l'UMR LADYSS/université de Paris 1. Ancienne élève de l'École normale supérieure, agrégée et docteur en histoire, elle a fait sa carrière au CNRS dans la section géographie. Elle a eu de très nombreuses responsabilités dont la direction du laboratoire « Stratégies territoriales et dynamiques des espaces » et le DEA « Sciences sociales sociétés rurales ». Depuis sa participation, dans les années 1960, à l'expérience interdisciplinaire Plozévet, son travail en interdisciplinarité a été une exigence constante. Elle a dirigé plusieurs programmes interdisciplinaires, a été rédactrice en chef adjointe de la revue *Natures Sciences Sociétés* qu'elle a contribué à créer, est membre du comité éditorial de la collection Indisciplines (coédition Quae/NSSDialogues). Elle est fortement engagée dans la problématique des interactions hommes-milieux au sein de la géographie mais aussi en

élargissant son dialogue avec les sciences sociales vers les sciences de la nature et la « culture de la nature » des citoyens ordinaires.

Johan Oszwald est maître de conférences (HDR) à l'université Rennes 2. Ses axes de recherche portent sur la structure et la dynamique de fronts de déforestation, la géomatique appliquée l'analyse et au suivi des dynamiques d'occupation des sols et d'usage du sol, et la spatialisation et cartographie des services écosystémiques dans le cadre des interactions homme-milieu.

Adélie Pomade est maître de conférences (HDR) à l'université de Bretagne occidentale, chercheur associé à l'IODE de l'université de Rennes 1 et au CEDRE de l'université Saint-Louis de Bruxelles (Belgique). Ses travaux, consacrés à l'implication de la société civile dans l'élaboration et l'application des normes juridiques, s'ouvrent aux dimensions sociologiques et écologiques afin de mieux comprendre comment la rencontre des connaissances sociétales et scientifiques permet de créer une normativité qui s'articule avec la régulation juridique. Ses récents travaux rendent compte de l'émergence progressive d'un gradient de juridicité, susceptible de recomposer le rôle de l'autorité publique dans la régulation des comportements sociétaux.

Benjamin Singer est diplômé des universités de Cambridge de Londres et de Sciences Po Paris où il a réalisé une thèse de doctorat sur l'évolution des politiques forestières au Brésil, au Cameroun et en Indonésie. Il travaille actuellement au secrétariat du forum des Nations unies sur les forêts à New York où il gère depuis 2009 le Réseau mondial de facilitation du financement des forêts. Il a publié de nombreux articles et ouvrages comme *L'homme et les forêts tropicales : une relation durable?*, aux Éditions Quae (2015).

Sophie Thériault est professeur agrégé à la faculté de droit (section droit civil) de l'université d'Ottawa, et membre du barreau du Québec. Ses travaux portent sur les droits des peuples autochtones dans le contexte de l'extraction des ressources naturelles, sur la gouvernance environnementale par les peuples autochtones, sur la justice et les droits environnementaux, et sur la sécurité et la souveraineté alimentaires pour les peuples autochtones.

Stéphanie Thiébault est directrice de l'Institut écologie et environnement – CNRS (INEE).

Chloé Vlassopoulos est maître de conférences au département de science politique à l'université de Picardie J. Verne et membre du Centre universitaire de recherche sur l'action publique et politique (CURAPP/CNRS). Ses travaux portent sur l'histoire et le changement des politiques publiques en association avec la pollution de l'air, le changement climatique, les migrations environnementales et la transition énergétique.